



# Revue de presse



Jeudi 14 Mars 2024



## Blanchiment d'argent, financement du terrorisme et financement des armes de destruction massive : L'évaluation des risques en débat



La commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laâziz Faïd, a indiqué un communiqué du ministère.



### Younès Grar, expert en TIC : Comment développer l'e-paiement

La loi monétaire et bancaire promulguée récemment a introduit les paiements électroniques comme levier de modernisation des activités des établissements bancaires et financiers, mais également pour faciliter l'inclusion financière qui reste un objectif essentiel à atteindre. Il est question aujourd'hui d'améliorer l'écosystème des outils du e-paiement, particulièrement par le développement du paiement mobile qui s'avère être la solution susceptible de rattraper le retard accusé dans la généralisation des terminaux de paiement électronique (TPE).



### Réunion de la commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme

La commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faïd.



### Blanchiment d'argent, financement du terrorisme et armes de destruction massive

#### Le nouveau front

Depuis 2020, le président Abdelmadjid Tebboune a porté une attention particulière sur cette problématique

L'Algérie au front contre les fléaux qui menacent la stabilité régionale. Le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les armes de destruction massive sont dans sa ligne de mire. Depuis 2020, le président Abdelmadjid Tebboune a porté une attention particulière sur cette problématique en mettant en place une Commission nationale spéciale présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd.



## Réunion du gouvernement

### L'indemnisation des agriculteurs entamée

L'opération fait suite à l'instruction du chef de l'État, lors du dernier Conseil des ministres, ordonnant de verser cette indemnité dans un délai n'excédant pas une semaine.

L'opération d'indemnisation des agriculteurs qui ont subi des dégâts suite aux récentes intempéries a commencé, hier, pour les concernés détenteurs d'un compte bancaire. Ceux qui ne détiennent pas de compte bancaire pourront retirer cette indemnisation de 50000 DA auprès des mutualités agricoles. Cette opération fait suite à la décision du chef de l'État, lors du dernier Conseil des ministres, de verser cette indemnité dans un délai n'excédant pas une semaine.



## Avant-projet de loi sur les assurances

### Pari sur la diversification des produits et digitalisation

L'avant-projet de loi sur les assurances, dont la mouture est en cours de finalisation, permettra de diversifier les produits et systèmes d'assurances, en mettant l'accent sur l'inclusion financière, la gestion des nouveaux risques, tout en accordant une large place à la digitalisation, a affirmé le secrétaire général du Conseil national des assurances (CNA), Abdelhakim Benbouabdellah.



## Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs secteurs et ce, dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

### Assurances/Avant-projet de loi: diversifier les produits, promouvoir le marché Takaful et la digitalisation

L'avant-projet de loi sur les assurances, dont la mouture est en cours de finalisation, permettra de diversifier les produits et systèmes d'assurances, en mettant l'accent sur l'inclusion financière notamment via les assurances Takaful, la gestion des nouveaux risques, tout en accordant une large place à la digitalisation, a affirmé le Secrétaire général du Conseil national des assurances (CNA), M. Abdelhakim Benbouabdellah.



### Lutte contre la criminalité financière : Appel à une stratégie intégrée et à une action concertée

Lors d'une réunion ordinaire présidée par le ministre des Finances, Laâziz Faïd, la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive s'est penchée sur les mesures prioritaires à prendre pour traiter les problèmes soulevés dans ce domaine et lutter efficacement contre ces menaces internationales.



### Renouveau financier : l'Algérie sculpte son avenir économique

L'Etat veille, à travers les réformes financières adoptées, à ce que les financements publics soient orientés et utilisés, là où ils sont le plus nécessaires et utiles, comme le financement des projets d'investissement productif, et la lutte contre l'inflation.

La réforme financière menée en 2023, était nécessaire et dans l'intérêt de l'économie nationale qui, malgré un contexte international instable et difficile, a réussi à marquer des points et à maintenir sa solidité financière. L'année 2023 a été riche en évolution active du cadre réglementaire.

### **Bourse: Agrément d'un nouvel intermédiaire en opérations de Bourse**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse, COSOB, a annoncé, ce mercredi, avoir délivré un agrément au profit de la société Invest Market/ Spa en qualité d'intermédiaire en opérations de Bourse, IOB.

Selon le communiqué de la COSOB, cet agrément intervient « conformément aux dispositions du règlement COSOB n 15-01 du 15 avril 2015.

La COSOB précise, toutefois, que l'entrée en activité de cet intermédiaire est subordonnée à sa participation au capital social de la société de gestion de la bourse des valeurs, SGBV.

et de prévoyance, Al Baraka Bank, Société Générale Algérie, et Al Salam Bank.



### **Réunion de la Commission Nationale d'Evaluation des Risques de Blanchiment et de Financement du Terrorisme**

La Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, mardi, un communiqué de presse du ministère.

La réunion, tenue au siège du ministère des Finances, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la commission, et des membres de cette instance, était consacrée à la examen.



### **Algérie – France : les échanges commerciaux ont atteint 11,8 milliards d'euros en 2023 (+5,3 %)**

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la France ont progressé durant l'année passée. En effet, les échanges commerciaux algéro-français affichent une hausse de 5,3 % en 2023, en s'établissant à 11,8 milliards d'euros, contre 11,2 milliards d'euros en 2022, selon les données des Douanes françaises, contenues dans la Lettre Economique d'Algérie, une publication de la Direction générale du Trésor français.

## المالية .. تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل

عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي، برئاسة وزير المالية، لعزیز فايد، حسبما أفاد به، بيان للوزارة.

وخصص هذا الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الاشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.



## إعتماد شركة جديدة كوسيط في عمليات البورصة

أعلنت لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها ”كوصوب“، أنها منحت الإعتماد لشركة ”إنفست ماركيت“ وهي شركة ذات مساهمة كوسيط جديد في عمليات البورصة.

وأوضحت اللجنة في بيان لها، أن منح الإعتماد لهذه الشركة يأتي وفقا لأحكام النظام رقم 15-101 الصادر في 15 أفريل 2015. مضافة أن هذا الوسيط يدخل في النشاط بعد مساهمته في رأس مال شركة بورصة القيم. أما بخصوص النشاطات التي يسمح بممارستها من قبل الشركة المعتمدة. فيتعلق الأمر بالتداول للحساب الخاص والتداول لحساب الغير والاستشارات في مجال توظيف القيم المنقولة. وكذا توظيف القيم المنقولة والمنتجات المالية.



## جديد مشروع قانون التأمينات

كشف الأمين العام للمجلس الوطني للتأمينات، ان قانون التأمينات الجديد، من شأنه المساهمة في تنويع أنظمة التأمينات ومنتجاتها، مع التركيز على الشمول المالي لاسيما من خلال صيغة التأمين التكافلي، إضافة الى تسيير المخاطر الجديدة، مع إيلاء مكانة خاصة للرقمنة.

وأوضح عبد الحكيم بن بو عبد الله - وأج أن ”القانون الجديد الموجود حاليا قيد الصياغة النهائية هدفه تنويع المنتجات والانظمة التأمينية مع التركيز على الشمول المالي، و التأمين التكافلي والتسيير الاستشاري للمخاطر المستجدة.



## مع مطابقة منظومة التقييم الوطنية للمعايير الدولية.. فايد يشدد:

### مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وأسلحة الدمار الشامل

تُوج اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، الثلاثاء، بمخرجات هامة تضمنت ”إثراء ودعم تركيبة فرقة العمل الدائمة متعددة القطاعات المكلفة بمتابعة هذا الملف بصفة منتظمة وذلك من خلال وضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والآجال.“

وأتى ذلك في الاجتماع العادي للجنة المذكورة بمقر وزارة المالية، ترأسه وزير المالية، عزيز فايد، بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، وشهد اللقاء دراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الإشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

## صدور المراسيم التنظيمية للمحاسبة العمومية والدفع بالاعتماد وتعيين الأمرين بالصرف

### هكذا ستخضع ميزانية الدولة للتدقيق 3 مرات لضمان الشفافية

صدرت في العدد الأخير للجريدة الرسمية 3 مراسيم تنظيمية موقعة من طرف الوزير الأول محمد النذير العرابوي تحدّد كيفيات تطبيق المحاسبة العمومية، وإجراءات الدفع بالاعتماد من النفقات العمومية، وشروط وكيفيات الاستخلاف وتفويض الإمضاء وتعيين الأمرين بالصرف المكلفين، وهي جميعها مراسيم من شأنها تنظيم المحاسبة العمومية والعمليات المالية وجعلها أكثر دقة وشفافية.

وتتضمن المحاسبة العمومية، محاسبة ميزانية تبين تنفيذ الميزانية ومحاسبة عامة تبين الوضعية المالية والممتلكات للأشخاص المعنوية ومحاسبة تحليل التكاليف المتعلقة بالأنشطة التي تم الشروع فيها في إطار البرامج . وتمسك المحاسبة العمومية من قبل الأمرين بالصرف والمحاسبين العموميين لمدة سنة مدنية، ويكون الأمرين بالصرف إما رئيسيين أو ثانويين أو أمرين بالصرف إقليميين لميزانية الدولة وتسجل العمليات الميزانية والمالية وعمليات الممتلكات من طرف المحاسب العمومي الذي يتصرف بصفته محاسبا رئيسيا أو ثانويا أو محاسبا مختصا أو مفوضا.

## اجتماع لجنة تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل.. فايد:

### اعتماد أعلى درجات المطابقة مع المعايير الدولية

\* استكمال تقييم المخاطر وطنيا من التدابير ذات الأولوية

\* ورقة طريق دقيقة والتعجيل بإعداد التقرير الوطني لتقييم المخاطر

عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي برئاسة وزير المالية لعزیز فايد، أول أمس، بمقر الوزارة.

أوضح بيان للوزارة، أن هذا الاجتماع الذي جرى بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، خصص لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الإشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.



### تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل: إثراء ودعم

تُوج اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، الثلاثاء، بمخرجات هامة تضمنت "إثراء ودعم تركيبة فرقة العمل الدائمة متعددة القطاعات المكلفة بمتابعة هذا الملف بصفة منتظمة وذلك من خلال وضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والآجال".

أتى ذلك في الاجتماع العادي للجنة المذكورة بمقر وزارة المالية، ترأسه وزير المالية، لعزیز فايد، بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، وشهد اللقاء دراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الإشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.



## اجتماع لجنة تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب

بمقر وزارة المالية اجتمعت اليوم اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل أسلحة الدمار الشامل، برئاسة وزير المالية السيد لعزیز فايد، وبحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني كنانث لرئيس اللجنة . وقد ألقى وزير المالية كلمة بين من خلالها المهام الموكلة للجنة، على رأسها إعداد تقرير شامل حول مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وأسلحة الدمار الشامل، وكذا رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.



## اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل

عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي، برئاسة وزير المالية، لعزیز فايد، الثلاثاء، حسب بيان للوزارة. وخصص هذا الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الاشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

# الإخبارية

## الجزائر تعمل على الحد من مخاطر تبييض الأموال

كشف وزير المالية، لعزیز فايد، أن الجزائر تعمل على وضع سياسات وتدابير لتأسيس فهم موحد وشامل لمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، والحد من منها.

وأوضح فايد، خلال ترأسه اجتماعا للجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل أهم المهام التي تضطلع بها اللجنة والمتمثلة في إعداد التقرير الوطني المتعلق بتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.



### اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل

عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي، برئاسة وزير المالية، لعزیز فايد، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وخصص هذا الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الاشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

– Financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive –

## Réunion de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent

■ La Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Par Yanis G.

La réunion, tenue au siège du ministère des Finances, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la Commission, et de membres de cette instance, a été consacrée à l'examen de plusieurs points inscrits à l'ordre du jour et portant essentiellement sur les dispositions à caractère prioritaire prises pour le traitement des problématiques posées dans ce domaine, et la levée des réserves sur Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN). Dans son intervention à cette occasion, le ministre des Finances a cité les principales missions assignées à la Commission, à savoir l'élaboration d'un rapport national sur l'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, affirmant que ses missions englobaient aussi tous les aspects liés au suivi renforcé et la levée des réserves sur le Groupe.

Evoquant les recommandations de la récente réunion, tenue le 9 novembre 2023, M.



Faïd a souligné qu'elle a donné lieu à des décisions, notamment la désignation du chef de projet qui s'est vu confier la mission de poursuivre les travaux, en veillant à former des groupes de travail et à garantir une expertise spécialisée.

Il a rappelé que le parachèvement de l'opération d'évaluation des risques au niveau national comptait parmi les dispositions revêtant un caractère prioritaire dans le processus d'adaptation du Système national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruc-

tion massive avec les standards internationaux du GAFIMOAN. Et d'ajouter que «cela permettra de sortir avec des résultats clairs concernant les risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, et de procéder à une compréhension unifiée et globale des risques, et partant, la mise en place de politiques idoines pour lutter contre ces risques», ajoute le communiqué.

Cette réunion a été marquée par la présentation d'exposés concernant l'état d'avancement des travaux liés au processus d'évaluation nationale des

risques, ainsi que des propositions pour accélérer la préparation du rapport national d'évaluation des risques et aligner le système national sur les normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière.

Le chef de la cellule de traitement des requêtes financières a également présenté le plan d'action de la cellule concernant les mesures de suivi renforcées avec le Groupe d'action financière.

En conclusion, M. Faïd a souligné «l'importance et la sensibilité de la question du suivi de toutes les réserves et de leur traite-

ment de manière urgente, en remédiant aux insuffisances identifiées», mettant en évidence la «grande réactivité et interaction» requises de toutes les parties concernées afin de fournir les données et les informations nécessaires pour lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Il a également insisté sur la nécessité d'«œuvrer à atteindre le plus haut niveau de conformité aux normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière».

Parmi les principales conclusions de cette session, figurent «l'enrichissement et le soutien de la composition de l'équipe permanente plurisectorielle chargée de suivre ce dossier de manière régulière, et ce, à travers l'élaboration d'une feuille de route précise en termes d'objectifs et de délais».

Pour rappel, la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de prolifération des armes de destruction massive a été créée en vertu du décret exécutif du 26 décembre 2020.

Y. G.



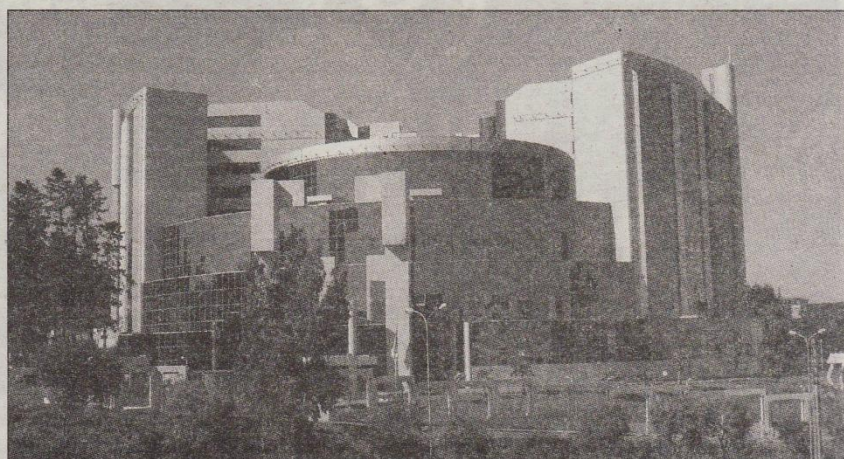
## Blanchiment d'argent et financement du terrorisme

# Adaptation du système national d'évaluation des risques

Une réunion ordinaire de la commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a été tenue, au siège du ministère des Finances, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la commission, et de membres de cette instance.

Les dispositions à caractère prioritaire prises pour le traitement des problématiques posées dans ce domaine, et la levée des réserves sur Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Gafimoan), ont été examinées. Le communiqué du ministère des Finances, publié avant-hier mardi, qui donne cette information, a fait savoir que dans son intervention à cette occasion, le ministre des Finances a cité les principales missions assignées à la commission (mise en place en décembre 2020), à savoir l'élaboration d'un rapport national sur l'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, affirmant que ses missions englobaient aussi tous les aspects liés au suivi renforcé et la levée des réserves sur le Groupe.

Evoquant les recommandations de la récente réunion, tenue le 9 novembre 2023, il a souligné



Faïd a insisté sur la nécessité d'œuvrer à atteindre le plus haut niveau de conformité aux normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière. (Photo: D.R)

qu'elle a donné lieu à des décisions notamment la désignation du chef de projet qui s'est vu confier la mission de poursuivre les travaux, en veillant à former des groupes de travail et à garantir une expertise spécialisée. Il a rappelé que le parachèvement de l'opération d'évaluation des risques au niveau national comptait parmi les dispositions revêtant un caractère prioritaire dans le processus d'adaptation du Système national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive avec les standards internationaux du Gafimoan (qui comprend les pays arabes). Et d'ajouter que «cela permettra de sortir avec des résultats clairs concernant les risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, et de procéder

à une compréhension unifiée et globale des risques, et, partant, la mise en place de politiques idoines pour lutter contre ces risques», ajoute le communiqué. Cette réunion a été marquée par la présentation d'exposés concernant l'état d'avancement des travaux liés au processus d'évaluation nationale des risques, ainsi que des propositions pour accélérer la préparation du rapport national d'évaluation des risques et aligner le système national sur les normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière.

Le chef de la cellule de traitement des requêtes financières a également présenté le plan d'action de la cellule concernant les mesures de suivi renforcées avec le Groupe d'action financière.

En conclusion, Laaziz Faïd a souligné «l'importance et la sensibilité de la question du suivi de toutes les réserves et de leur traitement de manière urgente, en

remédiant aux insuffisances identifiées», mettant en évidence la «grande réactivité et interaction» requises de toutes les parties concernées afin de fournir les données et les informations nécessaires pour lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Il a également insisté sur la nécessité d'œuvrer à atteindre le plus haut niveau de conformité aux normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière.

Parmi les principales conclusions de cette session, figurent «l'enrichissement et le soutien de la composition de l'équipe permanente plurisectorielle chargée de suivre ce dossier de manière régulière, et ce, à travers l'élaboration d'une feuille de route précise en termes d'objectifs et de délais».

**Lakhdar A.**



## AVANT-PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES

# Accorder une large place à la digitalisation

L'avant-projet de loi sur les assurances, dont la mouture est en cours de finalisation, permettra de diversifier les produits et systèmes d'assurances, en mettant l'accent sur l'inclusion financière, notamment via les assurances Takaful, la gestion des nouveaux risques, tout en accordant une large place à la digitalisation, a affirmé le secrétaire général du Conseil national des assurances (CNA), Abdelhakim Benbouabdellah. «La nouvelle loi (en projet) vise à diversifier les produits et systèmes d'assurances, en mettant l'accent sur l'inclusion financière, le Takaful et la gestion proactive des nouveaux risques. Dans le cadre de cette stratégie, se pose l'impératif de la modernisation accélérée de la gestion du marché, grâce notamment à la numérisation, à même de permettre aux acteurs de se doter de données performantes et, de la sorte, de réels outils d'aide à la décision», a déclaré M. Benbouabdellah à l'APS. Ce texte, qui permettra au secteur d'avoir un seul cadre juridique à la place des quatre lois actuellement en vigueur, a pour but aussi d'actualiser la législation actuelle et à promouvoir la gouvernance du secteur, notamment à travers le renforcement de la régulation, le fondement juridique de l'assurance Takaful et l'adaptation du marché aux évolutions en lien avec les assurances, explique le premier responsable du CNA, un organe consultatif des pouvoirs publics dans le domaine des assurances. Jusque-là, le secteur est régi par quatre textes. Il s'agit des ordonnances relatives à



PHOTO : D. R.

l'obligation d'assurance des véhicules automobiles, aux assurances, à l'assurance-crédit à l'exportation, et à l'obligation d'assurance contre les catastrophes naturelles. Cet avant-projet de loi, qui a déjà été examiné en réunion du gouvernement en première lecture, consacre la digitalisation comme «l'un des plus importants changements introduits» et la reconfiguration de l'actuelle instance de supervision des assurances. Cette dernière constitue, explique le secrétaire général du CNA, une «réponse favorable aux revendications de nombre d'acteurs du marché qui revendiquaient l'élargissement de la composante de l'instance de supervision des assurances, en lui donnant le cachet de Commission indépendante», explique le SG du CNA. Insistant par ailleurs sur l'apport attendu à

travers ce nouveau texte pour faire respecter les engagements des sociétés d'assurance, en veillant à ce qu'elles maintiennent leurs engagements envers les assurés, M. Benbouabdellah a fait observer que «le projet prévoit une vérification approfondie de l'origine des fonds utilisés par ces sociétés, renforçant ainsi la transparence financière». Interrogé, d'autre part, sur l'aspect tarification des produits et services d'assurances, et des cas de dumping signalés par certains assureurs, le même responsable a noté que «le marché connaît une concurrence malsaine de la part de certains acteurs, ce qui a pris des allures de "guerre tarifaire", au détriment de leur santé financière et solvabilité mais, aussi, à contre-courant de leurs engagements envers les assurés». Il a signalé, à ce propos, qu'un «effort considérable est déployé

pour normaliser les tarifs dans le secteur, comme en témoigne le rôle et missions du Bureau Spécialisé de Tarification en Assurances (BST)» qui est un bureau d'études public chargé d'élaborer des projets de tarifs d'assurance en vigueur de manière à favoriser une concurrence loyale entre les compagnies d'assurances. S'exprimant sur l'apport du secteur des assurances au développement de l'économie nationale et les perspectives de le booster, M. Benbouabdellah a relevé l'interdépendance de ces deux éléments «car le dynamisme de l'industrie de l'assurance fait figure d'une des courroies dudit développement, surtout dans le cadre d'un marché financier actif». Il ajouté dans le même contexte que le taux de pénétration de l'assurance en Algérie (la contribution du secteur dans le PIB) «peine à atteindre 1%, inférieur de la moyenne de la région MENA (autour de 1,5%)». Et afin de voir ce taux s'élever graduellement, le SG du CNA estime qu'un «grand espoir est placé en l'ancrage plus large des assurances de personnes, de l'assurance Takaful ainsi que de plusieurs autres branches perfectibles et dont les marges de progression demeurent importantes». Créé en 1995 et présidé par le ministre des Finances, le CNA est un cadre de concertation entre l'ensemble des parties prenantes du secteur des assurances, à savoir les pouvoirs publics, les assurés, les compagnies d'assurances, les intermédiaires d'assurance et le personnel opérant dans le secteur. R. S.



LA LOI SUR LE FAUX ET L'USAGE DE FAUX ENTRE EN VIGUEUR

# La traque aux faussaires lancée

● La loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux vient d'être publiée dans le dernier *Journal officiel* ● Les faussaires encourent de lourdes peines d'emprisonnement allant jusqu'à la perpétuité.

L'Algérie durcit sensiblement sa législation contre le faux et l'usage du faux. Un phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années au point de se transformer «en comportement social dangereux, au détriment de la majorité des Algériens honnêtes». La traque aux faussaires est donc lancée puisque la loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux vient d'être publiée dans le dernier *Journal officiel*. Pour ce faire, le texte prévoit de lourdes peines d'emprisonnement pour les auteurs d'infractions de faux et usage de faux, allant jusqu'à la perpétuité. Le document définit, en premier lieu, toutes les formes du faux, notamment la falsification des documents officiels, publics et commerciaux, la fausse monnaie et les titres financiers, l'usurpation d'identité d'autrui et l'obtention, indûment, d'avantages, de subventions et d'aides publiques, ainsi que des exonérations financières fiscales et tout autre avantage. Ceci en sus de la moralisation de la vie publique, la protection de la confiance publique, l'élimination de toutes les formes d'escroquerie pour l'accès aux services et avantages de toutes natures, le traitement profond et coercitif de l'ensemble des équilibres sociétaux résultant du faux et usage de faux et la consécration de la transparence des transactions.

## PROTÉGER LES DONNÉES SENSIBLES

En vertu de cette loi, les autorités administratives, organismes et institutions publics et privés sont ainsi dans l'obligation de sécuriser les documents et les actes qu'ils délivrent, en fixant des spécifications techniques rendant difficile leur falsification et imposer des conditions concernant l'accès aux bases de données.

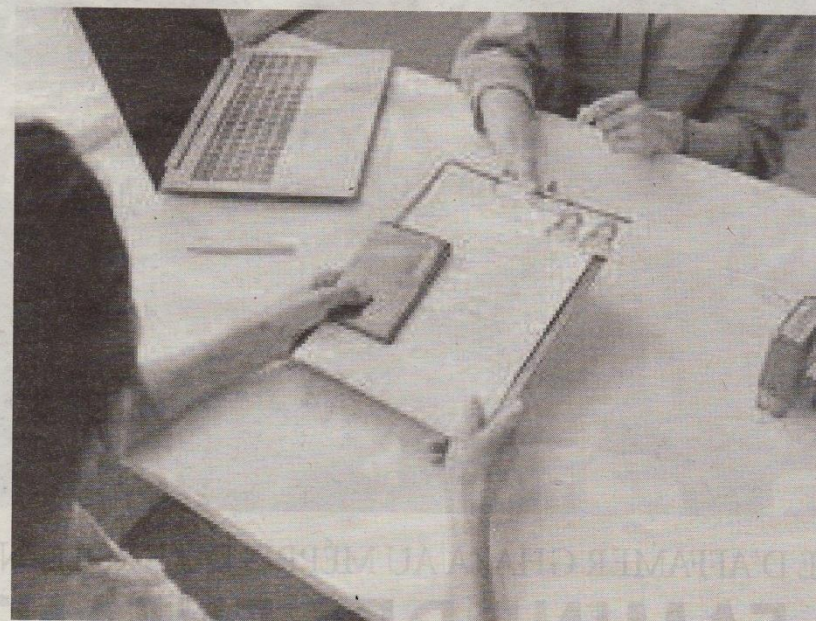


PHOTO : D. R.

Il s'agit aussi de protéger les données sensibles et la généralisation de l'utilisation de la signature et de certification électroniques et des applications informatiques au niveau de toutes les administrations, institutions et organismes publics et la mise en place d'une base de données nationale sur les infractions du faux et usage de faux. Dans le détail, le document prévoit pour le faux-monnayage la réclusion criminelle à la perpétuité et ce, à l'encontre de quiconque contrefait, falsifie ou altère : soit des monnaies métalliques ou papier-monnaie ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger, soit de monnaie numérique ayant cours légal sur le territoire national ; soit des obligations, bons ou actions émis par le Trésor public avec son timbre ou sa marque, ou des coupons d'intérêts afférents à ces obligations

bons ou actions. «Est puni de la même peine celui qui, d'une manière quelconque, a sciemment participé à l'émission, la distribution, la vente et ou l'introduction, sur le territoire national, des monnaies, obligations, bons ou actions», toutefois «si la valeur des monnaies, monnaies numériques, obligations, bons ou actions est inférieure à 1 000 000 DA, la peine est la réclusion à temps de 10 à 20 ans et l'amende de 1000 000 DA à 2 000 000 DA».

Cela en plus des peines complémentaires que peuvent décider les juges, comme la privation des droits civiques. Aussi, est puni d'une peine de prison de 3 à 5 ans assortie d'une amende de 300 000 DA à 500 000 DA tout auteur d'une fausse déclaration ou l'utilisation d'une information «fausse ou incomplète», pour bénéficier d'un quelconque

avantage de la part de l'État, à l'image d'un logement, subvention, allocations, d'un immobilier de l'État ou des collectivités locales ou de tout autre organisme public, ou des exonérations en matière sociale ou des allocations ou avantages de toute nature.

En outre, les peines peuvent aller jusqu'à 10 ans de prison ferme pour la falsification de documents administratifs (attestations autorisations...) suivant la nature du document, et à 30 ans si les faits sont commis par un juge, notaire ou fonctionnaire public.

La loi introduit des peines pour de nouveaux crimes et également la responsabilité de la personne morale dans ces faits ainsi que l'institution d'un casier judiciaire spécial pour les crimes de faux et usage de faux.

Nabila Amir



## مخرجات هامة لاجتماع اللجنة الوطنية لتقييم المخاطر بحضور وزير المالية والأمن العام لوزارة الدفاع مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل.. تدابير ذات أولوية

■ دعم تركيبة فرقة العمل الدائمة ووضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والآجال  
■ التعجيل في إعداد تقرير تقييم المخاطر ومواءمة المنظومة الوطنية مع المعايير الدولية



عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي، برئاسة وزير المالية، عزيز هايد، بحسب ما أفاد الثلاثاء، بيان للوزارة.

الدائمة متعددة القطاعات المكلفة بمتابعة هذا الملف بصفة منتظمة وذلك من خلال وضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والآجال.

يذكر أن اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل تأسست بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 398-20 المؤرخ في 26 ديسمبر 2020.

المعنوية، بغية توفير البيانات والمعلومات المطلوبة لمحاربة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

كما أكد ضرورة "السعي إلى أعلى درجات المطابقة مع المعايير الدولية كما حددتها مجموعة العمل المالي". ومن أهم مخرجات هذه الدورة -بحسب البيان- "اثراء ودعم تركيبة فرقة العمل

خصص الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الإشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط، وشمال إفريقيا.

وبالنسبة، لقي وزير المالية مداخلة ذكر بها بأهم المهام التي تضطلع بها اللجنة والمتمثلة في الإعداد للتقرير الوطني المتعلق بتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مؤكدا أن المهام تشمل أيضا كل الجوانب المتعلقة بعملية المتابعة المعززة ورفع تحفظات مجموعة العمل المالي. وأشار هايد إلى مخرجات الاجتماع الأخير المنعقد بتاريخ 9 نوفمبر 2023، والتي أسفرت عن قرارات متعلقة بتعيين رئيس المشروع وتكليفه بمواصلة الأعمال مع تحديد أفواج العمل والإسراع في توفير الخبرة المتخصصة.

وذكر بأن استكمال عملية تقييم المخاطر على المستوى الوطني يعد من التدابير ذات الأولوية في مسار مطابقة المنظومة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل مع المعايير الدولية لمجموعة العمل المالي.

وهسيهمن ذلك بالخروج بنتائج واضحة لمخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مما يؤسس لفهم موحد وشامل للمخاطر ويمكن من وضع السياسات الملائمة للحد من هذه المخاطر. يضيف البيان.

وشهد هذا اللقاء تقديم عروض شاملة من طرف المتدخلين حول حال سير الأشغال المتعلقة بعملية التقييم الوطني للمخاطر، والمقترحات من أجل التمهيد في إعداد التقرير الوطني لتقييم المخاطر، ومواءمة المنظومة الوطنية مع المعايير الدولية المطبقة كما حددتها مجموعة العمل المالي. وعرض رئيس خلية معالجة الاستغلال المالي خطة عمل الخلية بخصوص إجراءات المتابعة المعززة مع مجموعة العمل المالي. وفي الختام، نوه هايد بـ "أهمية وحساسية موضوع متابعة جميع التحفظات ومعالجتها بصفة مستعجلة، فضلا عن تدارك النقص المسجلة"، مبرزا ما تتطلبه هذه العملية من استجابة "كبيرة وتفاعلية" من كل الأطراف



في مسار مطابقة المنظومة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.. فايد،

## تقييم المخاطر وطنياً من التدابير ذات الأولوية

استجابة "كبيرة وتفاعلية" من كل الأطراف المعنية، بغية توفير البيانات والمعلومات المطلوبة لمحاربة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل. كما أكد على ضرورة "السعي إلى أعلى درجات المطابقة مع المعايير الدولية كما حددتها مجموعة العمل المالي". ومن أهم مخرجات هذه الدورة -حسب البيان- "إنشاء ودعم تركيبة فرقة العمل الدائمة متعددة القطاعات المكلفة بمتابعة هذا الملف بصفة منتظمة وذلك من خلال وضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والأجال".

يذكر أن اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل تأسست بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-398 المؤرخ في 26 ديسمبر 2020.

ق.و

الشامل، مما يؤسس لفهم موحد وشامل للمخاطر ويمكن من وضع السياسات الملائمة للحد من هذه المخاطر"، يضيف البيان.

وشهد هذا اللقاء تقديم عروض شاملة من طرف المتدخلين حول حال سير الأشغال المتعلقة بعملية التقييم الوطني للمخاطر، والمقترحات من أجل التعجيل في إعداد التقرير الوطني لتقييم المخاطر، وموائمة المنظومة الوطنية مع المعايير الدولية المطبقة كما حددتها مجموعة العمل المالي، وعرض رئيس خلية معالجة الاستعلام المالي خطة عمل الخلية بخصوص إجراءات المتابعة المعززة مع مجموعة العمل المالي.

وفي الختام، نوه فايد بـ "أهمية وحساسية موضوع متابعة جميع التحفظات ومعالجتها بصفة مستعجلة، فضلاً عن تدارك النقائص المسجلة"، مبرزاً ما تتطلبه هذه العملية من

وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مؤكداً أن المهام تشمل أيضاً كل الجوانب المتعلقة بعملية المتابعة المعززة ورفع تحفظات مجموعة العمل المالي. وأشار فايد إلى مخرجات الاجتماع الأخير المنعقد بتاريخ 9 نوفمبر 2023، والتي أسفرت عن قرارات متعلقة بتعيين رئيس المشروع وتكليفه بمواصلة الأعمال مع تحديد أفواج العمل والإسراع في توفير الخبرة المتخصصة.

وذكر بأن استكمال عملية تقييم المخاطر على المستوى الوطني يعد من التدابير ذات الأولوية في مسار مطابقة المنظومة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل مع المعايير الدولية لمجموعة العمل المالي. وسيسمح ذلك بالخروج بنتائج واضحة لمخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار

مقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها لعادي، برئاسة وزير المالية، عزيز فايد، سبماً أفاده، بيان للوزارة.

خصص هذا الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة كذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة مناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الإشكاليات لمطروحة في هذا المجال، فضلاً عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة لشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

بالمنااسبة، ألقى وزير المالية مداخلة ذكر بها بأهم المهام التي تضطلع بها اللجنة المتمثلة في الإعداد للتقرير الوطني لمتعلق بتقييم مخاطر تبييض الأموال



انتعشت موارده في 2023

## 2300 مليار دينار في صندوق ضبط الإيرادات

عرف ناتج صندوق ضبط الإيرادات انتعاشا حسب تقديرات بنك الجزائر، خلال سنتي 2022 و2023، على خلفية تحسن المداخيل والموارد المالية وكمؤشر على الارتقاء المحسوس لمؤشرات الاقتصاد الكلي، سواء أعلق الأمر بالميزان التجاري أو ميزان المدفوعات والحساب الجاري، حيث قدر ناتج صندوق ضبط الإيرادات بنحو 2300 مليار دينار في نهاية سبتمبر 2023؛ أو ما يعادل 17.09 مليار دولار.



وتجدر الإشارة أن بنك الجزائر قدر ناتج الصندوق مع نهاية سبتمبر 2022، بنحو 698.1 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 5.2 مليار دولار أمريكي. وقد تم تمويل الصندوق بفضل الفوائض المسجلة برسم الجباية البترولية المقررة في قانون المالية 2022، مع بقاء متوسط سعر للنفط يفوق السعر المرجعي (الجباية) المقدر بـ 60 دولارا في قانون المالية 2023، بأكثر من 13 دولارا في البرميل على الأقل، إذ قدر متوسط سعر النفط الجزائري، خام مزيج الصحراء؛ 83.64 دولارا للبرميل، مما ضمن انتعاش الصندوق برسم عام 2023.

وفي السياق نفسه، فإن المؤشرات تفيد بأن متوسط سعر النفط الجزائري بلغ خلال الشهرين الأولين من 2024 (جانفي وفبراير)، ما معدله 83.63 دولارا للبرميل، وهو ما سيوفر موارد إضافية للدولة، يرتقب أن تضخ في صندوق ضبط الإيرادات، هذا الأخير سيظل يسجل فائض قيمة، بفضل هذا العامل. ح. ص

سنة 2023، نحو 83.64 دولارا للبرميل، مقابل متوسط قياسي في سنة 2022، بحوالي 104.24 دولارا للبرميل في 2022. بالمقابل، سجل صندوق ضبط الإيرادات، الذي نضب رصيده في فيفري 2017، انتعاشا بناتج إيجابي، حيث بلغ أعلى مستوى له نهاية سنة 2022، حسب تقديرات بنك الجزائر، وقدر ناتج صندوق ضبط الإيرادات 2295.8 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، وهو أعلى مستوى يشهده صندوق ضبط الإيرادات منذ 2012.

واستنادا إلى تقديرات بنك الجزائر، فإن ناتج صندوق ضبط الإيرادات بلغ نهاية 2022، ما قيمته 2295.8 مليار دينار، أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، مما يتيح هامش معتبر لتغطية فارق العجز التقديري. وسجل ناتج الصندوق ارتفاعا محسوسا، ما بين 2021 و2022، حيث كان ناتج الصندوق يقدر بنحو 682.104 مليار دينار جزائري، أي بفارق قدر بنحو 1613.696 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 12.08 مليار دولار.

والغاز الطبيعي، لذلك يؤدي ارتفاع أسعار النفط والغاز على السوق العالمية إلى زيادة الإيرادات. كما أن هناك زيادة حجم الإنتاج حيث أن زيادة حجم إنتاج النفط والغاز في الجزائر، سيزيد ذلك من الكمية المصدرة، وبالتالي من الإيرادات التي يحصل عليها الصندوق، فضلا عن تحسين كفاءة وإدارة الإنتاج، سيتمكن القطاع من تحقيق مزيد من الإيرادات مع الحفاظ على نفس مستوى الإنتاج.

كما أن اتخاذ سياسات استثمارية فعالة ومدرسة، يمكن أن تساهم في تحقيق عوائد مالية إضافية على الإيرادات الموجودة، مما يؤدي إلى زيادة ناتج الصندوق. وأضاف أن تلك العوامل، على حد سواء أو منفردة، تلعب دورا في زيادة ناتج صندوق ضبط الإيرادات في الجزائر. ومن المهم أن يتم إدارة هذه الإيرادات بشكل مستدام وفعال لضمان استفادة البلاد منها في المدى البعيد. وتجدر الإشارة أن متوسط سعر النفط الجزائري بلغ في

### حفيظ صوالي

● أفادت تقديرات بنك الجزائر بأن الحساب الجاري للجزيرة العامة سجل رصيدا إجماليا إيجابيا في 30 سبتمبر 2023 قدره 690.775 مليار دينار، مقابل رصيد قدره 1.074.85 مليار دينار في 30 سبتمبر 2022. علاوة على ذلك، يضم حساب صندوق ضبط الإيرادات (FRR) تعرض رصيده 2268.29 مليار دينار في نهاية التسعة أشهر الأولى من العام 2023.

وفي السياق نفسه، أشار خبير مالي لـ "الخبر" أن تحسن الإيرادات وارتفاع معدلات أسعار النفط، تساهم في دعم ناتج الصندوق، الذي يربح أن يقدر نهاية 2023، فوق عتبة 2600 مليار دينار أو ما يعادل 19.32 مليار دولار.

وحسب الخبير، هناك عدة عوامل تؤدي إلى ارتفاع ناتج صندوق ضبط الإيرادات في الجزائر، وهي ارتفاع أسعار النفط والغاز، حيث تعتمد الإيرادات الرئيسية للصندوق بشكل كبير على صادرات النفط



## ما هو صندوق ضبط الإيرادات؟

للمديونية الخارجية أو التسديد المسبق. ومن بين وظائف الصندوق توجيه الإيرادات؛ حيث يتم توجيه الإيرادات المتولدة من صادرات النفط والغاز الطبيعي بشكل منهجي وفقال لدعم تنمية الاقتصاد، فضلا عن تمويل المشاريع الاقتصادية والاجتماعية، إذ يستخدم الصندوق الإيرادات لتمويل مشاريع التنمية الاقتصادية والاجتماعية في البلاد، مثل مشاريع البنية التحتية، وتحسين الخدمات العامة، ودعم القطاعات الصناعية والزراعية.

أما بالنسبة للاستثمار والادخار؛ فإنه يتم إدارة الإيرادات بشكل يسمح بالاستثمار الذكي والادخار لضمان استدامة النمو الاقتصادي في المستقبل. وتبرز أهمية الصندوق كأداة تساعد السلطات العمومية، من حيث التقليل من مديونية الدولة عن طريق استخدام موارده المالية المتأتية أساسا من الجباية البترولية وضبط فوائض الإيرادات، لاسيما تلك المتأتية من المحروقات وتوجيهها فيما يخدم مصلحة الاقتصاد الوطني، وكذا تغطية العجز في الخزينة العمومية.

حفيظ صوالي

المادة 10 من قانون المالية التكميلي لسنة 2000 المؤرخ في 27 جوان سنة 2000، حيث يفتح في حسابات الخزينة حساب خاص رقم 302-103 بعنوان صندوق ضبط الموارد يقيد فيه من جانب الإيرادات فائض جباية المحروقات الناتجة عن ارتفاع أسعار المحروقات، مقارنة بتلك المتوقعة في قانون المالية، بالإضافة إلى الإيرادات الأخرى المتعلقة بسير الصندوق، غير أنه يبقى التحكم في سير هذا الصندوق من أولويات وزير المالية الذي يعتبر الأمر الرئيسي بصرف هذا الحساب متى اقتضت الضرورة لذلك.

واتماما لعمل الصندوق، تم تعديل بعض القواعد والأسس من خلال قانون المالية لسنة 2004 وفقا للمادة 66 من قانون 22-23 المؤرخ في 28 ديسمبر 2003، التي نصت على تعديل المادة 10 من القانون رقم 02-2000 المؤرخ في 27 جوان 2000، حيث يضاف إلى باب الإيرادات تسبيقات بنك الجزائر الموجهة لتسيير المديونية الخارجية، ويعود ذلك إلى تحسن الوضع المالي لبنك الجزائر نتيجة ارتفاع احتياطاته من النقد الأجنبي، بالإضافة إلى انتهاجه لاستراتيجية التسيير النشط

● صندوق ضبط الإيرادات (المعروف أيضا بـ"صندوق ضبط الإيرادات النفطية") في الجزائر؛ هو هيئة تم إنشاؤها لضبط وإدارة الإيرادات المتولدة من صادرات النفط والغاز الطبيعي. تأسس هذا الصندوق في إطار سياسة الحكومة الجزائرية لإدارة الموارد الطبيعية بشكل فعال. ففي سنة 2000 أقرت السلطات العمومية إجراء يتعلق بإنشاء صندوق عرف باسم "صندوق ضبط الموارد" أو "صندوق ضبط الإيرادات" تودع فيه الفوائض المالية التي تحصل عليها من الجباية البترولية تحسبا لاحتياجات الخزينة العمومية عامة، والميزانية العامة خاصة.

وقد حددت القوانين السارية مكونات الميزانية العامة في الجزائر، واتفقت كلها على أنها تشمل الإيرادات العامة والنفقات العامة، حيث تخصص هذه الإيرادات وتوزع حسب الحالات على الفصول أو القطاعات التي تتضمن النفقات حسب طبيعتها أو الغرض من استعمالها. في الجزائر يتم تصنيف النفقات العامة إلى صنفين أساسيين هما: نفقات التسيير ونفقات التجهيز، بحيث يتفرع كل صنف إلى عدة أصناف فرعية.

وتم إنشاء صندوق ضبط الإيرادات كنتيجة لارتفاع العوائد النفطية بمقتضى



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger